

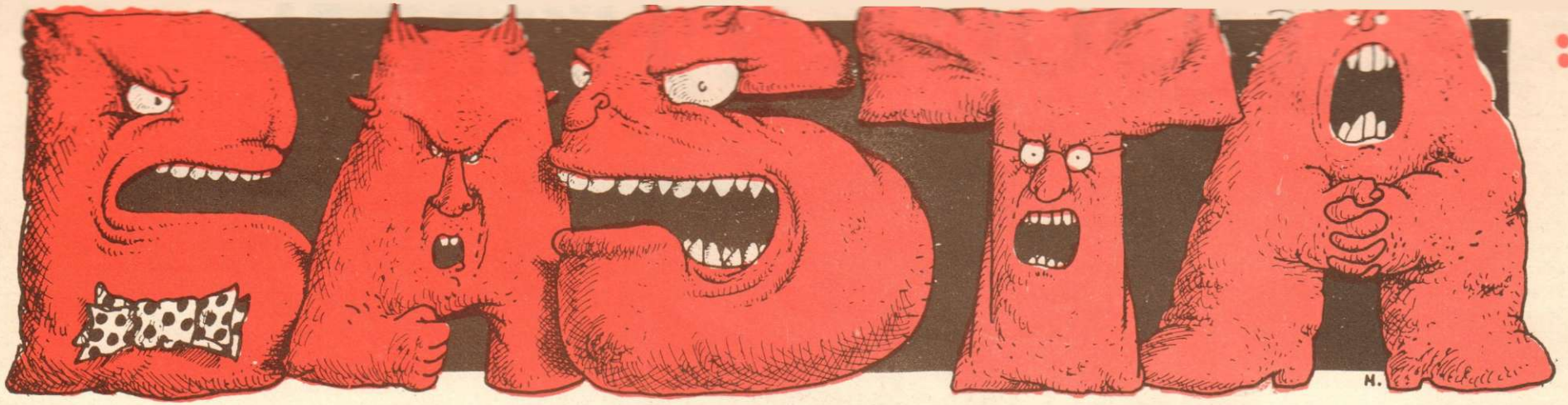
N° 3 AVRIL 76

Prix : 11

**JOURNALISTE,
SOUS TON CHAPEAU MOU,
TU RESTES UN FLIC!**

**INFORMATEUR,
INDICATEUR:
MEME
METIER...**





LETRE DE NOTRE COPAIN

VIGNERONS : LA PRESSE « INDIC » MALGRE ELLE

La police a utilisé des photos de presse pour identifier l'un des viticulteurs soupçonnés d'avoir tiré sur les C.R.S., le 5 mars.

journalistes reviennent quelques fois avec une tête comme un compteur à gaz, pourquoi des cameras de télévision se retrouvent sur les bureaux de l'ORTF en piètre état et les appareils de photo itou.

Combien de larmes ces journaux ont versées, geignant que les manifestants étaient méchants, qu'ils s'en prenaient à eux, eux des travailleurs comme les autres, l'objectivité personnalisée! Et tout d'un coup, une fois qu'un vigneron a été incarcéré, (soit-disant reconnu grâce à leur délation photographique) les merdeux de la presse se mettent à avoir des remords et déchirent en psalmodiant des «meaculpas» tous les documents concernant la lutte des viticulteurs. Tant qu'ils sont sur cette voie-là, qu'ils ne s'arrêtent pas en chemin : qu'ils foutent le feu à leurs archives, véritables fichiers judiciaires, entassant pêle-mêle sur le bûcher les photos de Patrick Henri, les commentaires sur la peine de mort, les faits divers croustillants, où les voleurs de bicyclettes sont présentés comme de dangereux criminels, etc... Journalistes faites-vous oublier et oubliez-nous. Pour cela l'immolation par le feu ferait une autocritique qui ne manquerait pas de panache! Vous êtes des salauds, vous le reconnaissez, allez, du courage! La flamme purifie tout!

Quant à nous, équipe de Basta, nous avons droit grâce à cette merde journalistique, à une quinzaine démente!

Le coup d'envoi est donné par la mort de deux Révolutionnaires sur un campus universitaire. Immédiatement la Presse s'en empare et déclare que ces gens-là étaient des anarchistes du G.A.R.I. « Sûrement ils voulaient faire sauter Ponia qui devait venir à une caserne de CRS située à cinq cent mètres de là».

Aussitôt flics et journalistes partaient à l'attaque, les premiers soupçonnant l'équipe de Basta de faire partie du terrorisme viticole international, et entourent notre domicile dans le plus pur style Western à la Sergio Leone. Une fois que les cognes eurent fini le boulot, les journaux nous prirent en charge à la sortie. Télévision toute périphérique, journaux du matin et du soir, tout était bon. L'air à la mode étant : « Ce sont des anarchistes, des fameux, des terribles, ils ont une imprimerie à tel endroit, c'est un repère, une plaque tournante, etc...»

Trois jours après exactement, sur designation de la presse « on » nous faisait sauter notre outil de travail avec 10 kg de dynamite, cassant les machines, brisant les cloisons, lézardant la façade.

Et comme la coupe n'était pas suffisamment pleine, le tandem Presse-Flic ne trouve rien de mieux à l'occasion d'une crapulerie du pouvoir (celle du transfert des inculpés des GARI de la Cour de Sécurité de l'Etat à la Cour d'Assises) de donner une liste de noms de personnes soit-disant en fuite dans cette affaire. C'est ainsi que j'ai appris dans les pages du journal mitterandiste «Le Monde» que ma modeste personne Michel B. Réglat était en fuite depuis deux ans. Alors que durant toute l'année j'étais à mes machines, n'ayant eu aucune convocation

EN TAULE GRÂCE AUX BONS SOINS DES FLICS, DES JUGES ET DES JOURNALISTES.

de la police sur cette affaire et ayant été entendu par deux fois en trois mois d'intervalle par celle-ci. L'information des indics du Monde a paru dans leur numero de lundi. Le mercredi matin les flics prenaient la relève, venaient me cueillir sans mandat. Je poirote en leur compagnie 8 heures pour que Paris m'envoie enfin ce putain de mandat d'amener et tout le monde me fout au trou sans autre forme de procès.

Voilà bientôt 15 jours que je suis arrêté en attendant le bon vouloir d'un juge d'instruction parisien qui a l'air peu pressé de m'entendre. En prison à Toulouse sans pouvoir toucher un Avocat, car il faut demander la permission au juge, je commence à trouver que tout ce beau monde en prend un peu à son aise. Alors, indics de mon coeur, suicidez-vous. Entraînez avec vous, des fois qu'ils auraient des remords, vos comparses les flics et les juges.



Inquiet à juste titre du sort qui lui était fait, écoeuré de la collaboration étroite entre le fascisme et la police, conscient du rôle de la presse, Bernard ne s'attendait pas au plus astucieux et au coup fourré le mieux organisé de son «aventure», c'est à dire la contribution du système judiciaire, la legalisation de l'arbitraire, et sa mise en cause dans l'affaire des GARI destinée (sans compter sur nos possibilités d'expression) à lui et nous clouer le bec à tout jamais.

Arrêté donc à l'initiative de la police toulousaine, sur indications journalistiques, ayant attendu du 1er au 6 avril à St Michel Toulouse dans les conditions qu'il décrit lui-même, Bernard a été enfin «transféré» devant la justice pour y entendre des choses fort surprenantes et s'apercevoir que ce coup-ci il était fort bien coincé par le pouvoir et tous ses moyens.

En effet, le juge Pia, dont nous reparlons, juge téléguidé, semble-t-il, fort à propos, a trouvé malin d'inculper Bernard, il ne sait pas trop pourquoi, il ne sait pas trop comment, mais en tout cas ce qu'il sait le juge Pia, c'est qu'il le faut, c'est que c'est un ordre; (c'est pourquoi ne pouvant parler de preuves, il parle de ses impressions : impression que Bernard est «pour quelque chose dans tout ça...» et ce qu'il sait le pouvoir, c'est que ça tombe bien, que ça l'arrange d'enfermer les gens quand ils ont déjà des emmerdements; ce qu'il sait Lecanuet, c'est que, la justice, il peut en faire strictement ce qu'il veut.

- et ce que savent les fascistes, c'est qu'ils ont pas mal de monde bien placé derrière pour prendre la relève de leur sale besogne.

Ainsi, 2 ans après, sur une instruction pratiquement close, jaillissent de nouvelles possibilités de répression.

Ainsi, il est tellement aberrant, faux et arbitraire de prétendre Bernard en fuite, de l'arrêter, l'inculper et l'écrouer sans autre justification, qu'on peut en réalité s'attendre à tout,

oui les bornes sont dépassées, oui le pouvoir a les mains libres si nous ne prenons pas garde, et Bernard à l'ombre ça peut les amuser de l'y garder le plus longtemps possible, sans davantage de motifs.



Transformer les «plaignants», ceux qui ont été sauvagement attaqués, (cf arrestations et garde à vue arbitraires, destruction du matériel de travail), en «accusés» c'est le meilleur système de défense, c'est la contre-attaque la plus classique d'un système de Force,

encore faudrait-il avoir des éléments, mais ici, on s'en passe, semble-t-il - et le cirque de «l'inculpation» ne veut plus rien dire, puisqu'il repose sur des besoins politiques fixés à priori, il est simplement destiné à calmer les oreilles bourgeoises par une apparence de légalité.

Bernard ne peut pas, si tous nos amis, et tous les révolutionnaires, nous aident à dénoncer le scandale de sa détention, rester plus longtemps en prison.

L'arbitraire ne doit pas être déploré mais combattu.

ECRIVEZ

Michel - Bernard Réglat
M^e 183716
cellule 127 Bloc D
Maison d'Arrêt de la SANTÉ
42 rue de la Santé
75014 PARIS





DOUCE FRANCE



Durant le mois de mars, les giboulées n'ont pas épargné Toulouse, bien au contraire.

La première grêle est tombée, le 10 mars, sous la forme d'une énorme machination politico-policière (dont nous avons déjà parlé dans le supplément au Basta n° 2). Celle-ci a trouvé son répondant dans... la presse (comme il se doit).

Cela est devenu maintenant plus qu'une habitude : une institution. Une machine bien rodée à la technique simple et efficace.

Elle est tellement simple cette technique, qu'ils la connaissent par cœur ces journalistes, avec leurs gros titres, leurs phrases saignantes, consistant à améliorer la vente de leur torchon, jusqu'à ce Cubaynes journaliste local du "Monde" qui se fonde, pour son article sur les fantasmes policiers. Et cela revient à dire : Ces gens là, ces lieux là, attention: danger ! Feu à vue !..!

Efficace aussi, car les bruits trouvant toujours un écho lorsqu'ils sont largement diffusés, (on finit par se dire : "Il n'y a pas de fumée sans feu") cela permet, dans la pratique, aux... fascistes (?) d'utiliser eux aussi leur technique. C'est à dire: la liquidation.



Bien sûr, ils l'ont utilisé leur technique. Et même bien : 10 kgs de plastic devant l'I 34, quitte à tuer les habitants de l'immeuble. Si on ne le savait pas auparavant, on sait désormais d'où vient le véritable terrorisme.

Ainsi en ôtant leur outil de travail à ces dangereux gêneurs, on leur ôte du même coup leur possibilité d'expression, ainsi qu'à tous ceux qui se servent de ce moyen.

L'intoxication par la presse, le grand-guignolesque (perquisition western) et l'intimidation, mêlées de fantasmes jubilatoires, des flics (qui quelques jours auparavant avaient déclaré: "on va vous la fermer votre imprimerie" et "si un jour on vous attrape en flagrant délit" (de quoi?); bref les moyens légaux ne réussissent pas à réduire la contestation, au contraire, il ne restait plus que le moyen "illégal": l'attentat.

Que telle organisation fasciste ou telle autre aie fait cette sale besogne importe peu.

Ce qui est évident, c'est que cet attentat, ça fait aussi partie de LEUR LEGALITE. Puisque toutes ces préparations légales ne TENDENT qu'à cela, et ne peuvent avoir d'autre but logique.

C'est évident, et ce qui peut le confirmer, c'est que les auteurs ne seront jamais retrouvés (d'abord cet attentat n'a jamais été revendiqué: bizarre, non?) - et pour cause - puisque la couverture est importante et qu'une nouvelle fois les médias noieront le poisson en faisant passer l'attentat pour un règlement de compte entre organisations extrémistes opposées...!

IMPRIMERIE 34 (suite): FISC-STORY

On n'imagine plus, quand une personne propre rentre dans les locaux de l'imprimerie, quelles sortes d'emmerdements s'y introduisent.

Notre imagination ne parvient pas à cerner, en un temps si court, la gamme infinie de possibilités qu'a le pouvoir pour ELIMINER les gens. Il y a eu la presse, les argouzins, les flingues, l'attentat, l'intimidation, la séquestration de Bernard...maintenant il y a l'anti-gang des factures, l'anti-commando de la TVA: la Brigade Financière.

Faute d'être parvenus à réduire l'imprimerie 34 au silence avec ses troupes de choc il y a maintenant les armes de l'intendance: par un contrôle rigoureux de la comptabilité de l'imprimerie depuis sa constitution.

Ils voudraient sans nul doute bloquer l'imprimerie par une amende fiscale, ce qui reviendrait à la couler après l'attentat subi. Ainsi, comme à l'IPN de Lyon l'élimination se ferait «en douce», par des méthodes moins spectaculaires que les armes.

C'est à une attaque en règle contre les moyens d'expression que nous assistons, pour préserver ces derniers la solidarité est plus que jamais nécessaire.



CRIMES ADMINISTRATIFS

Nous sommes tellement habitués à lire dans notre presse quotidienne les mille petits faits qui constituent "la montée de la violence", qu'on en arriverait presque à oublier que cette "violence" là est utilisée pour en cacher une autre, utilisée pour en fabriquer une autre, et celle là est passée dans nos moeurs depuis longtemps sans que "personne" ne s'émeuve ni crie au scandale.

Car personne n'a vraiment pas intérêt à en parler.

...OU COMMENT ON RASE CE QUI DEBORDE DU POT...

On sait que l'armée a droit à 7% de pertes en temps de paix. Il n'était pas dit que la Justice et les centres d'accueils avaient droit aussi à ce genre de pourcentage. Non, c'est contraire à leurs fonctions d'éducation et de réinsertion.

Pourtant, on pourrait faire le recensement de toutes ces morts douteuses, de tous ces suicides et de tous les cas où des éléments "non prévu" ont fait "échouer" des traitements psychiatriques ou médicaux en cours au point d'entraîner la mort des "patients".

Ca nous prendrait trop de place. Passons plutôt aux sujets d'actualités.

- le 23 mars, J.P. Philippe, appelé parachutiste, à la suite de manœuvres très éprouvantes (stage commando) ayant duré plusieurs jours, commence une crise d'épilepsie une fois rentré à la caserne de Mont de Marsan. Pour le "calmer", on le ligote dans une camisole de force où il meurt peu après.

Ce n'est certes pas cette mort ni les autres qui entravent au bon fonctionnement de l'armée. Et puis il y a ces 7%...Mieux vaut être mort que chômeur, ça coûte moins cher et puis ça fait marcher le commerce.

- Cette histoire n'est pas sans rappeler celle de cette fille internée dans un foyer morte étouffée dans une camisole de force, il y a quelques mois pour ne pas avoir voulu assister à la messe.

- le 29 mars, Grandvillemain, taulard, meurt d'épuisement au bout d'1 an de grève de la faim.

Selon son avocat, Me CATALA, Grandvillemain posait des revendications irrecevables (c'est sans doute pour cela que "la Dépêche du Midi" s'est la première emparée de la nouvelle sachant que celle-ci ne risquait pas de mettre l'Administration Pénitentiaire trop en cause).

Non CATALA, tu n'avais pas sous la main l'affaire idéale (un innocent par exemple) susceptible de faire monter ta côte sur le marché des défenseurs en justice. Alors ton client tu l'as laissé tomber, toi après tout tu ne risquais rien.

Roland Agret est à l'article de la mort malgré un large soutien populaire et une publicité importante.

A l'heure actuelle, une dizaine de détenus sont en grève de la faim, mais par les temps qui courent, l'administration pénitentiaire ne peut vraiment pas se permettre de céder un pouce de terrain. Et comme dit notre brave Lecanuet: «Si on donnait satisfaction à un détenu, on serait obligé d'en donner à tous».

Alors, qu'ils crèvent!

On sait ce que le suicide peut représenter pour le taulard (sur 400 tentatives par an, 40 environ réussissent), c'est avant tout la volonté de se soustraire au poids du quotidien de la taule en utilisant sa vie, seule chose qu'il possède encore un peu.

LES COBAYES...

D'autre part, la plupart de ceux appelés débilés ou handicapés ont très peu de chance d'échapper à une maladie quelconque.

En effet, on teste sur eux tous les médicaments, shampoings, savons, dentifrices et produits prêts à être lancés sur le marché à l'aide de pots de vin glissés dans les poches de la direction et du psychiatre de service.

Si ça provoque des brûlures, des boutons ou des empoisonnements, on revoit la formule et on recommande jusqu'à ce que ce soit à peu près potable.

EXPERIMENTATION CLINIQUE

L'activité anti-carie de notre formule a été mise en valeur par une expérimentation clinique qui s'est poursuivie pendant plus de trois ans. Ce travail, de haute tenue scientifique, a été conduit par deux éminents spécialistes, Professeurs de Stomatologie, et réalisé:

1° Rigoureusement: sur des sujets jeunes, vivant en collectivité surveillée (orphelinats), c'est-à-dire soumis aux mêmes conditions d'existence, d'alimentation et d'hygiène, et suivis pendant toute la durée de l'expérience.

2° Systématiquement: le brossage bi-quotidien des dents a été contrôlé journalièrement par un personnel spécialement éduqué.

3° Objectivement: les sujets, répartis par tirage au sort, en deux groupes identiques (Groupe fluoré et Groupe témoin), leurs moniteurs, et les expérimentateurs eux-mêmes, ont ignoré jusqu'à la fin la formule des pâtes utilisées (expérience dite du «double aveugle»).

Les examens et contrôles annuels ont été enregistrés sur fiche dentaire spéciale individuelle et l'interprétation des résultats, en fin d'expérience, a été soumise à une évaluation statistique rigoureuse.

Les résultats démontrent clairement la supériorité d'action de la pâte au Fluor par rapport à la pâte témoin n'en renfermant pas et met très nettement en évidence l'effet cariostatique du fluocaril bi-fluoré.

Vente exclusive en Pharmacie
LABORATOIRES Goupil S.A.

fluocaril
bi-fluoré
Prophylaxie de la carie dentaire
Plus sûr - plus doux

... ET LE BETAIL ...

Si on s'amusait aussi à dénombrer les accidents du travail survenus dans les centres et dans les taules, on s'apercevrait finalement, que très peu risquent de sortir entier de l'aventure.

Car la réinsertion par le travail, c'est :
- se faire vendre à des concessionnaires,
- manipuler des produits toxiques et extrêmement dangereux (imaginez la scène avec des handicapés moteurs, ce sont des «séances de rééducation»; on est «rééduqué», quand on a pris la cadence).

- effectuer, bien sûr, des boulots on ne peut plus abrutissants,
- des journées entières passées dans des cellules ou ateliers complètement invivables, pour gagner l'argent de poche du mois.

... C'EST RENTABLE !

Il est évident qu'à un taux de rentabilité pareil, on peut se permettre de n'être pas trop regardant sur les quantités de matériel humain utilisées (comme qui dirait, c'est le rapport qualitatif / quantitatif).

Les pourcentages de décès et d'éclapés par accidents de travail, de suicides ou d'assassinats sont inclus dans les calculs de rentabilité.

Et puis ces gens-là, faut bien qu'ils soient utiles à quelque chose.
Pas vrai ?

Depuis que les marchands ont assis leur cul d'industrie sur le trône des féodaux, le mot de liberté est inscrit sur toutes les taules et les casernes.

Liberté d'entreprise, principe sacré de la course au profit, bible de l'accumulation qui commence à gérer l'Etat.

Liberté du travail, liberté de se faire embaucher, vider, estropier, de produire n'importe quoi, chafner de l'économie qui remplace le fouet du seigneur.

Liberté du citoyen dont on ne parle jamais autant que maintenant, décorum philosophique qui préside à l'installation des bandes armées de la police et au despotisme des fichiers.

C'est dans cet univers des «libertés» et du système de domination qu'elles supposent, que les asservis finirent par avoir droit de cité, et ceci non sans mal, mais sous condition de demeurer un rouage essentiel du mode de production. Ainsi s'opérait l'institutionnalisation de la force de travail exploitée. Pour cela, le «mouvement ouvrier», comme on dit, devait RENONCER à son expression, balancer par dessus bord ses désirs (la charte d'Amiens constitutive de la CGT fixait comme objectif l'abolition du salariat), secréter des bureaucrates pour être «représentés» dans les institutions bourgeoises (l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes ??) et renier à la fois l'internationalisme et l'antimilitarisme (de «les prolétaires n'ont pas de pays» à «allons enfants de la patrie»).

Liberté politique, cela veut dire liberté d'être représentés par des politiciens patentés, liberté d'avoir renoncé à toute expression, à toute pensée propre, à toute subversion.

«ALORS LA LIBERTE D'EXPRESSION» ?

Désormais, le pouvoir ne discute qu'avec lui-même. Il ne transige qu'avec des organes représentatifs (on a vu de quel abandon ils sont représentatifs). La moindre auto-organisation ou association autonome est repoussée, suspectée par tous. On parle au nom des

prolétaires mais on craint qu'ils parlent d'eux-mêmes, qu'ils se représentent eux-mêmes. Pour ce cas il n'est pas de liberté d'expression qui tienne et le monopole «démocratique» et absolu des mass-média est bien là pour empêcher que se diffuse une expression qui risquerait de rayer le disque. Cela se voit tous les jours: des assemblées générales qui ne sont pas représentatives, des révoltes d'ensemble que l'on décrète actions extrémistes et isolées. Par contre, le haut-parleur de la confiscation fera parler «l'élite», même et surtout si celui-ci n'est absolument pas habilité à parler des luttes entreprises, et lui fera longuement expliquer ce que LUI comprend et veut faire comprendre.

Allez aux quotidiens, à la TV, pour dire quelque chose, protester, simplement rétablir des faits ; si vous n'êtes ni célèbre ni en carte, mais vulgum pecus, si ce que vous voulez dire dérange, vous serez traité par-dessus la jambe, sinon vidé manu-militari. Ou bien, si on vous écoute, méfiance : vous risquez de n'être là que pour cautionner une déformation programmée de vos dires. Le mal sera fait. Par contre, si vous êtes un Séguy faisant l'apologie réactionnaire et belliqueuse d'un fusil-mitrailleur français, le moindre rot sera largement diffusé par les antennes, en stéréo s'il le faut.

LES REPRESENTANTS DE...

Ainsi se confirme, en cette «LIBERTE D'EXPRESSION», que la vie sociale DOIT, pour nos maîtres, se résoudre à une dialectique maître-porte parole/esclave-adhérent, et que l'ensemble doit travailler en silence. Ceci parce que, naturellement, la voix des dirigeants a toujours mieux concidé avec le discours du capital (défense des intérêts nationaux, de la compétitivité, rationalisation de la gestion, travail, etc...) que celui qui serait, ou risquerait d'être, celui de la «base» (vraiment motivée par Concorde ou le Fusil Français ?). L'IDEOLOGIE DE LA LIBERTE D'EXPRESSION dont les voix officielles nous abreuvent, n'existe que dans ce jeu de dés pipé où tout pouvoir a été délégué, c'est à dire abandonné. Dès lors, lorsque Marchais ne peut rentrer dans une gare, quand «ils» ont 5 minutes d'antenne en moins que d'autres, cela se résoud en fait à un «accord de Yalta» dans le pouvoir.

La parole est réservée à quelques uns. L'action programmée. La volonté de subversion qui présidait la naissance du prolétariat industriel, on veut la releguer officiellement dans le rang de la "provocation minoritaire et irresponsable", (d'où la profusion de ces histoires officielles du mouvement ouvrier, qui refont le passé selon les besoins). Bref, toute reprise en main de notre vie est étrangère aux statuts démocratiques. Là est le viol d'où découlent toutes les "violences". Il n'en faut pas seulement dresser le constat larmoyant.

L'impuissance n'est pas un fait naturel. L'histoire de ce siècle a vu plus d'une fois les asservis prendre le devant de la scène avec tous les moyens qu'ils se donnaient individuellement et collectivement. Les spécialistes qui utilisent et accaparent aujourd'hui ces moyens pour le compte des maîtres tiennent leur pouvoir beaucoup plus du respect de la hiérarchie, de l'autorité, que de la technicité.

Chacun, dans son quartier, sur son lieu de travail ou en tout autre lieu, qui sait qu'il a, LUI, un point de vue à affirmer, une critique, une dénonciation à faire, qui sait QU'IL NE PEUT COMPTER QUE SUR LUI MEME pour cela, trouvera vite au stylo feutre, à la ronéo, à la radio, à l'audio-visuel et à toute machine d'autres utilisations que celles que leur destine le système.

On sait d'avance ce que dira la propagande officielle des pouvoirs, des encadreurs: illégalité, manipulation, payés par la préfecture etc... Elle dira «démocratie, sécurité de tous... Liberté.»

Et il faut bien le reconnaître, cette liberté, cette sécurité des esclaves modernes est parfaitement contradictoire avec celle du maître et il est illusoire d'aller lui demander la permission de lui foutre un coup de pied au cul, en levant le doigt comme pour aller faire pipi: «s'il vous plait monsieur...»



Celui qui bâtit de ses mains est lui aussi un "bâtisseur." Un vrai.

Celui qui donne le meilleur de lui-même a droit à une part équitable. Lui aussi.

Celui qui assume une responsabilité dans son travail, quelle qu'elle soit, est lui aussi un responsable. Un vrai.

Le travail est dur mais marquant chez... **Butlin.**
Brochure éditée, pour son personnel saisonnier (en majorité étudiants) par une chaîne d'hôtels anglaise. Quelques titres de chapitres : « nous vous formons, on vous loge gratuitement » « les uniformes sont fournis et lavés par la maison » « les salaires » « Après le service vous pourrez boire au même bar que les clients » « clubs du personnel (jeu de fléchettes) » « le Comité d'établissement (bals, sorties, soirées de disques, sports...) » « Votre cuite » ... et la conclusion...

It's hard work but fun at...

Nous sommes sûrs que vous saisissez l'occasion dorée de travailler en Angleterre afin de perfectionner votre connaissance de la langue anglaise... Travailler dans un centre Butlin's est une manière merveilleuse d'améliorer votre Anglais, de rencontrer le peuple britannique et vous faire des tas de nouveaux amis.
Nous devons vous prévenir toutefois que bien que vous ayez de bonnes parties de rire le Travail est très dur et que nous attendons de chaque membre du personnel qu'il fournisse une pleine journée de travail.

Note du typographe.
J'ai entendu parler de la «revalorisation du travail manuel». Par un secrétaire d'état et une maîtresse d'école. J'avais posé le transistor à côté de ma machine pour me distraire, avec de la musique, de son potin monotone. Et les deux enflures se mirent à causer de ce travail manuel qui... que...
Je n'ai pas écouté jusqu'au bout parce que je devais très rapidement achever une connerie d'imprimé sur les vertus extraordinaires des collants PROUT. Drolement concerné par le produit de son travail, le «travailleur manuel», tu parles! Ce qui me concerne c'est que je dois rentrer tant de fric à la fin du mois pour le loyer, l'électricité, les impôts, la bouffe etc... Réalité prosaïque qui n'a rien à foutre des discours moraux de ces mystificateurs. Car ce que je produis réellement, c'est 50 francs par ci 60 par là, une heure supplémentaire pour arrondir, ce que je produis c'est la rentabilisation du capital fixe (machines etc...) Peu importe que ça ait la forme d'un prospectus, d'une machine à coudre ou d'une automobile, car le contenu de ce temps passé à travailler est le même; je me fais exploiter, je fais de la merde et je perds ma vie.
En cette «sortie de tunnel» de l'économie capitaliste qu'on parle de «revalorisation de la machine», d'«expansion de l'économie» d'accord, on sait que ça veut dire et pas la peine de jouer avec les mots. De toute façon revalorisation du travail manuel égale surrentabilisation du travail manuel.
Alors je me dis que si on revalorisait l'être humain, qu'il sache ce qu'il a envie de faire, de créer, pourquoi et quand, alors votre accumulation de déchets à base de travail manuel ou pas serait plus que dévalorisé : honni. Ces machines sangsue qui ne conviennent qu'à vos intérêts, vos batiments à entassement de chair à profit n'auraient de «valeur» que pour les quelques boulons et les quelques briques à y récupérer.



Il y a longtemps que le 1er Mai, ses commémorations ses processions, ses drapeaux ne signifient plus rien qu'une triste apologie de l'encadrement des travailleurs par les bureaucraties. Il y a longtemps que le 1er Mai est une mortelle apologie des travailleurs... au travail. Même si on ajoute avec pudeur «en lutte».
En lutte pourquoi? En grève pourquoi? Pour préserver mieux que le patronat une usine en faillite? Pour préserver mieux que le patronat les mécanismes de la concurrence ?

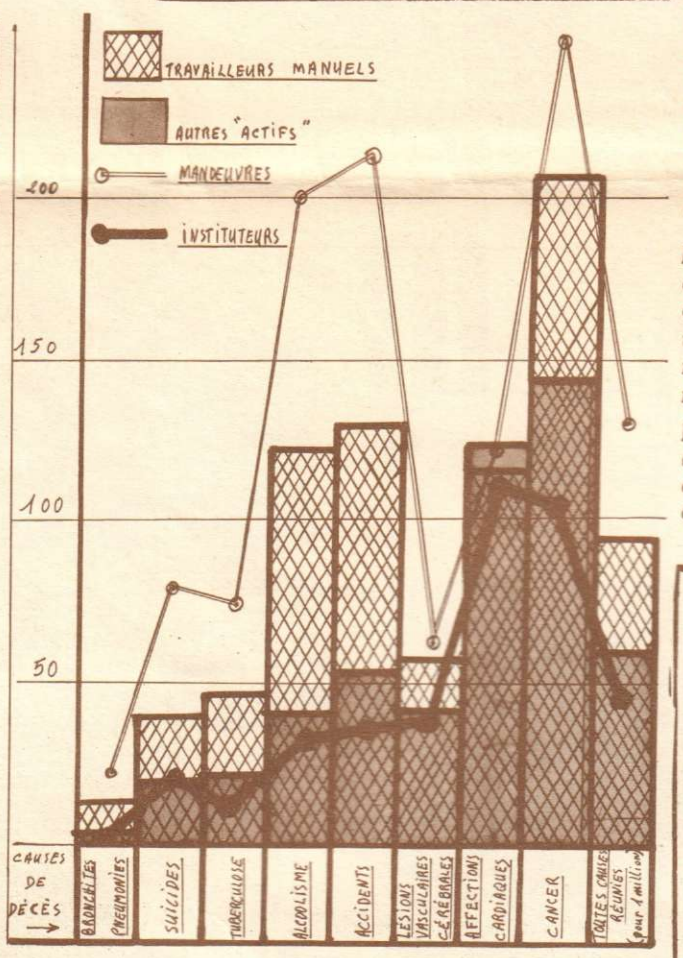
Il est là, le problème. Léon Blum avait en 1936 cette phrase lumineuse: «LORSQUE LES OUVRIERS OCCUPENT L'USINE, C'EST L'USINE QUI OCCUPE LES OUVRIERS.»

Le 1er Mai, la rue ce n'est pas l'abolition de l'usine ou du bureau, cet esclavage quotidien, c'est l'usine et le bureau qui envahissent la rue.

«Aimer son métier, bien le faire, respecter son outil de travail etc...», en ce discours qui s'apprend par cœur à l'école se confondent l'apologie fasciste du travail et celle ouvriériste des syndicats. Car quel quel que soit le pouvoir politique, un travailleur qui aime son esclavage salarié c'est la paix sociale. Et la paix sociale, c'est l'accumulation du capital.

Un peu d'air, de vie, de passion! «Contre le chômage et la vie chère», «retraite à 60 ans» telles sont les éternelles litanies de ce bel enterrement. Crevons étouffés dans nos drapeaux rouges en attendant nos 60 ans. Là ce sera un peu tardif!

A bas le travail, et ce tout de suite. On pourrait même commencer...ce 1er Mai.



CAUSES DE DECES POUR 100 000 HABITANTS PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES
(Sources : statistiques de l'INSEE 1974)
Les catégories socio professionnelles ont été regroupées en fonction du type d'activité :
Manuels : manoeuvres, ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés, et commerçants artisans.
et autres actifs : Techniciens, employés de bureau, instituteurs, cadres moyens, cadres supérieurs, professions libérales.
La tranche d'âge considérée est celle de 45 à 55 ans; c'est à dire des individus «dans la force de l'âge». Dans les tranches d'âge supérieures les différences s'accroissent énormément encore plus.
Les deux courbes représentent les catégories extrêmes.
Les 5 premières colonnes représentent les quotients des causes de décès à caractère «social» (bronchite et pneumonie, suicides, tuberculose, alcoolisme, accidents...) il est donc clair qu'elles touchent une grande majorité de travailleurs manuels. Par contre, les autres causes qui théoriquement frappent tout le monde voient aussi les «manuels» en être les meilleurs «bénéficiaires».
Ceci est vrai particulièrement pour le cancer. Ce qui prouve, si c'était nécessaire, que la maladie la plus universelle obéit aussi à des critères sociaux.
Notons enfin pour la petite histoire que chaque année 22 curés de 45-55 ans (sur 100 000) crèvent d'alcoolisme...
Le vin de messe, mes frères...



SORTIR LES GARI DE L'ENFER

Au moment où se durcissent la lutte et la répression, nos camarades des ex-GARI voient leurs dossiers transférés de la Cour de Sureté de l'Etat aux Assises. La taule, c'est l'enfer pour tout le monde, bien sur, mais celui que subissent nos camarades est pourvu depuis 18

mois d'«agrément» supplémentaires et raffinés. Le pouvoir veut dépolitiser cette affaire, et pour cela joue avec tous ses moyens au gré de ses fantaisies, de ses besoins politico-économiques, ou de ses besoins démagogiques de crédibilité populaire.



CE QUI A CHANGE

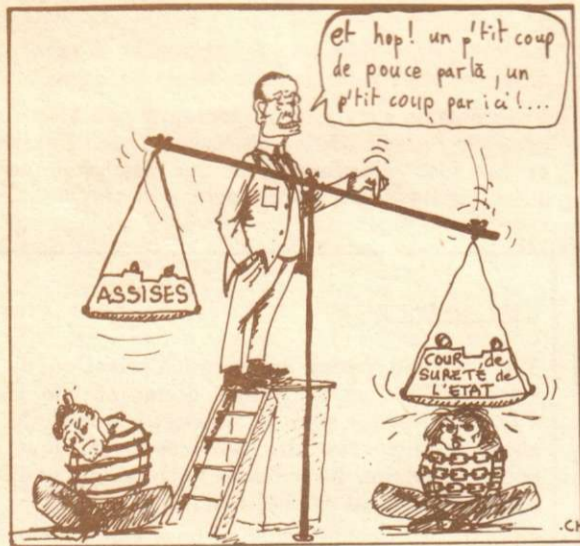
RAPPELONS NOUS

BARCELONE : LE CONSEIL DE GUERRE A CONDAMNÉ A MORT PUIG ANTICH

En 1974, des membres ou supposés membres des GARI étaient arrêtés sous l'inculpation de «...entreprise visant à substituer une autorité illégale à celle de l'état...» En effet les GARI étaient intervenus à cette époque pour dénoncer pratiquement la terreur franquiste et la complicité de fait entre ce régime et «notre démocratie». Pour l'état français, se servir de la Cour de Sureté de l'Etat pour inculper nos camarades revenait à prendre une position politique officielle satisfaisante pour le gouvernement espagnol.

En effet, le 17 septembre, l'ambassadeur d'Espagne était reçu par Poniatowski et il était débattu des mesures prises à l'encontre des militants anti-franquistes actifs. «Madrid demande à Paris plus de rigueur à l'égard des révolutionnaires basques» titrait le Monde du 22 septembre. Jugeant non suffisantes encore les mesures prises, le gouvernement espagnol exigeait alors les passeports aux frontières. Or, à cette époque avait lieu "le marché du siècle" (vente de mirages et d'armes), vis à vis duquel il fallait avoir le maximum d'atouts. Des promesses sont faites, et le moment est alors bon pour juger l'affaire "en politique", la gêne du gouvernement français à avoir des prisonniers politiques est néanmoins évidente. Question image de marque. C'est pourquoi la grève de la faim entreprise le 27 décembre pour obtenir le statut politique avait pour but de le pousser à une position moins ambiguë, à le mettre au pied du mur. En cette occasion, ceux que l'on appelle "les droits communs" manifestèrent leur solidarité contre les manoeuvres juridiques de l'état.

En 1976, coup de théâtre. Après avoir "bénéficié" pendant 17 mois, en CSE, du privilège des politiques (garde à vue de 6 jours sans contact avec quiconque) les inculpés bénéficient maintenant d'une juridiction criminelle (les assises) qui permettra une répression maximum, en reprenant l'instruction à zéro et en entraînant des inculpations sur des faits séparés pour additionner des condamnations : privilège des droits communs.



POURTANT LES MOTIVATIONS DES COPAINS N'ONT PAS CHANGE

Ils voulaient sauver Puig. Ils voulaient sauver les autres militants du MIL du garrot. Ceci était aussi l'intention, du moins déclarée, des démocrates et gens de gauche. Manifestations, pétitions étaient alors en vogue. Mais chacun savait déjà que ce soutien, cette pression, était alors par trop platonique face à la détermination des fascistes espagnols. Ceux-ci avaient, par ailleurs, suffisamment de cartes dans leur manche pour ne rien craindre des décisions des gouvernements européens. A ce stade et de vant l'urgence de sauver les inculpés du MIL, ces camarades tentèrent de renforcer la pression directe contre le pouvoir criminel en s'attaquant soit à des objectifs économiques, soit à des objectifs symboliques.

Ceux qui sont solidaires ou actifs dans leur lutte contre le capital, et en particulier dans sa variante espagnole, ne peuvent oublier ces motivations, alors qu'UN AN APRES seulement, cinq autres espagnols étaient exécutés. Ou alors le tort des inculpés des GARI fut-il de dire pratiquement l'insuffisance des engagements anti-franquistes en cette circonstance? Depuis lors, rien de nouveau n'est intervenu dans leur dossier juridique.

"FRANCE SOIR" 1/07/75

« Des réseaux ont déjà été démantelés. Tel le groupe G.A.R.I., composé d'anarchistes et de gauchistes français ou étrangers, et dont un certain nombre d'éléments sont actuellement en prison après avoir provoqué dix-huit attentats. Il a fallu plus d'un an d'enquête pour identifier tous les complices qui attendent en prison d'être jugés et, je l'espère, bien condamnés.

L'ambassadeur d'Espagne reçu par M Poniatowsky

Paris. Le Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski a reçu lundi, l'ambassadeur d'Espagne en France, auquel il a notamment fait part des mesures prises par les autorités à l'encontre des auteurs de divers attentats contre des personnalités de haut rang ESPAGNOLES.

"LA DÉPÊCHE DU MIDI"

Mario INES TORRES
écrou 176 157
1^o division
cellule 14

Michel CAMILIERI
écrou 176 156
1^o division
cellule 16

Jean Marc ROUILLAN
écrou 177 404
1^o division
cellule 15

Maison d'Arret de la Santé
75 014 PARIS

Groupes d'Entraide
Soutien : CCP 558 95 Ines

MOI! SUBSTITUER
UNE AUTORITÉ
ILLÉGALE A
CELLE DE
L'ETAT ???!



Franco est mort et suffisamment d'illusions sur la «libéralisation» du régime espagnol ont été répandues pour que le gouvernement français ait les mains libres, vis à vis de l'opinion publique, afin de «juger et bien condamner» (comme disait Ponia à l'époque) les camarades des GARI. On est entre démocrates. Par ailleurs, le gouvernement espagnol a du insister pour que le problème soit «aidé». La rencontre «officiuse», à Nice, entre Ponia et ga-Iribarne, coïncide étrangement avec un certain nombre de mesures policières, prises de part et d'autre des Pyrénées : manoeuvres communes pour bloquer les évadés de Ségovie, déportation à l'Ile d'Yeu des basques, avec perquisitions et arrestations.

Elle coïncide aussi avec la désignation soudaine d'un juge aux ordres, et une série d'arbitraires, dont l'arrestation de B. Reglat à Toulouse. Cette rencontre avait, visiblement, pour but de relancer les mesures conjointes des 2 gouvernements contre des militants politiques, un mois avant la campagne publicitaire que comptent faire les chambres de commerce de Midi Pyrénées vers les industriels espagnols, deux mois avant la visite, en France, du roi Juan Carlos.

SIX JOURS POUR FABRIQUER DES COUPABLES

Après les 48 heures d'usage pour n'importe quelle arrestation, la Cour de Sureté de l'Etat consacre à ses prévenus 6 jours de mieux en garde à vue - 6 jours entre les pattes des flics, 6 jours d'interrogatoire-maison comme aux plus beaux jours de l'Indo ou de l'Algérie. Des locaux discrets, des méthodes déjà éprouvées. Ob il ne s'agit pas seulement de coups mais de tout un arsenal de chantages, d'insultes, de «convictions» assénées aux prévenus et auxquelles ils sont priés de souscrire, sinon....

...Sinon on recommence, coups sur la tête, menottes au radiateur fatigués accumulées etc.. SIX JOURS POUR FABRIQUER DES COUPABLES; des dangereux terroristes mettant en péril la sureté de l'Etat.

A l'époque où l'économie européenne a besoin de tous ses petits et de «l'Espagne démocratique» (derrière laquelle se profilent les capitaux américains), le sort des inculpés des GARI vient à point montrer une «bonne volonté» de la part du gouvernement français. Mais en plus, ils servent de cobayes en France, à l'instauration d'une répression accrue, orchestrée par une campagne de presse désignant, à la vindicte publique, ceux qui gênent comme «les terroristes à abattre». La couleur des démocraties avancées est annoncée, l'Europe de la répression est en marche parallèlement à l'Europe économique. Tout est possible... L'Allemagne démocratique montre la voie (voir le traitement de la «bande à Baader»), et la France suit.

Sortir de la torpeur qui laisse tout passer, est indispensable, vu l'enjeu du problème dont, actuellement, les inculpés des GARI sont l'occasion. Une vaste campagne d'information, de dénonciation et de prises de position est donc entreprise, sur laquelle nous devons tous nous mobiliser.

OTAGES

de la COUR de SURETE de l'ETAT pendant 2 ans pour faire plaisir au régime ESPAGNOL, en COUR d'ASSISES maintenant pour alourdir leurs peines et dénaturer le sens de leurs LUTTES !..



© GROUPES D'ENTRAIDE

Cette affiche peut être commandée au journal, au prix minimum (franco de port) de :

- 1 aff. = 1 F
- 10 aff. = 5 F
- 50 aff. = 20 F
- 100 aff. = 30 F

C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

BASTA TOULOUSE

ARRESTATIONS ARBITRAIRES (suite)

On le savait déjà les arrestations arbitraires sont à la mode dans notre ville. Le dernier épisode de cette nouvelle forme de répression, s'est déroulé le mardi 13 avril à la suite de la manif pour la libération des deux étudiants inculpés pour la séquestration du recteur Chalin.

Après la dispersion, les flics arrêtent un car en ville et appréhendent tous les jeunes de moins de 30 ans, après les avoir matraqués dans le car. Cette ratonnade se solde par 26 interpellations. 3 étudiants sont relâchés au bout de 24h, 22 au bout de 48h. Après avoir été tabassés durant toute la garde à vue et écroués à la prison de St Michel (1 RG lui a mis un cocktail molotov dans les mains lors de l'arrestation). Tous sont inculpés d'après la loi anti casseur.

N'oublions pas un jeune allemand, appréhendé avec ce groupe, que les flics vont chercher à la sortie de l'hôpital pour le renvoyer dans son pays

Aux déclarations putassières de T. ROCHE, préfet de région («un gang de terroristes fascistes s'est imposé à la tête du cortège..Aucune argutie aucune dialectique ne fera croire à personne qu'il s'agit là d'un moyen civilisé pour tenter de faire prévaloir quelque thèse que ce soit. Il s'agit d'imposer son point de vue par la terreur..Dans la poursuite qui a suivi, quelques trublions ont été arrêtés..») répond en écho le hurlement de Douyou et autres journaliers de la Depeche («guerilleros professionnels, éléments incontrôlables non étudiants..»)

Par contre, sur le scandale de ces arrestations arbitraires, du pouvoir grandissant de la police: pas un mot dans les journaux.

Il en est de même de la part des organisations syndicales et «de masse» (ou des groupuscules policiers style LCR et autres AJS) qui très fortes lorsqu'il s'agit de monter une campagne pour la démission (illusoire) de la bête noire du moment (Marcellin, Bigeard) n'ont organisé aucune réponse immédiate face à cette effrayante systématisation de l'arbitraire, préférant préparer leurs «cadres» pour la coordination nationale afin de stopper certaines critiques gênantes et récupérer pour leur propre compte les luttes entreprises. C'est dans ce sens, et uniquement dans celui là, que la seule réponse fut les «services d'ordre» qui encadraient les manifestations (bravo disait l'Aurore), marchant main dans la main avec les flics officiels. La soit disant auto-défense («dispersion camarade») est en fait une véritable volonté d'affirmer le primat des organisations sur l'ensemble du mouvement et donc de laisser celui-ci tout aussi dépossédé qu'avant.



St Michel veille sur nous



Le rêve d'un directeur de prison, ça doit être Ré ou Alcatraz : une île, avec comme seul problème l'ordre intérieur de la taule. Et la possibilité de voir venir de loin les complacités d'évasion.

Aussi il n'est pas étonnant que ceux qui se succèdent à St Michel s'angoissent auprès des responsables de l'administration pénitentiaire de la présence autour de la maison d'arrêt de plusieurs immeubles assez élevés, 6, 7 et même 10 étages. On murmure que ce serait cela qui aurait interrompu la construction de l'immeuble à l'angle de la rue du X GORP

Aussi, quand on s'est fait une célébrité en étant le directeur de la centrale de Toul, celle qui a essuyé les platres des révoltes des prisonniers, et qu'on est sous directeur de l'AP à Toulouse, on se doit de sauter sur toutes les occasions pour se protéger des tentatives du dehors comme du dedans.

C'est comme ça que nous avons pu voir s'élever aux angles de la taule de Toulouse des petites excroissances, des verrues de béton très dans le ton des "portes de prison" : trois miradors construits avec le "fond de relance de l'économie", dans le plus pur style blockauss, sinistres à souhait. C'est là, on en doute pas un bon moyen d'améliorer la condition pénitentiaire.



Rassurons les âmes sensibles, ils n'ont pas poussé le sadisme (ou le risque ?) jusqu'à faire bâtir ces petites merveilles par les taulards du service général (eux, ils sont plutôt spécialisés dans le renouvellement des toitures de St Michel, entrepris depuis deux ans). Ce sont de très bons et consciencieux ouvriers (1) d'une entreprise privée (2) qui ont eu l'honneur de nous fabriquer ce chef d'oeuvre.

Quand on y regarde d'un peu plus près, on se rend compte en effet, que ces miradors présentent de nombreuses petites ouvertures sur l'extérieur de la taule, avec très peu d'angles morts. Si bien qu'avec un peu de malice, on pourrait bien se demander s'ils ne sont pas prévus pour surveiller aussi ce qui se passe dans la rue. Même sans tentative d'évasion. Du maton au flic, il n'y a que l'uniforme



qui change (et si peu). Aussi, il est permis de penser que le maton de garde suppléera efficacement l'otier du coin. Il lui sera bien facile, puisqu'on ne l'aperçoit pas de l'extérieur de noter et signaler ceux qui (ô crime) adressent de leur fenêtre un salut de de la main de temps en temps aux mecs qui s'accrochent à leurs grilles, d'avertir les flics quand un groupe viendra coller des affiches ou bomber un slogan sur les murs de la taule. Enfin quoi, de perfectionner leur rôle de chiens de garde.



Alors, , tu vas pouvoir dormir tranquille maintenant ?

Mais ne t'illusionnes pas, derrière le rempart dérisoire de ces quelques briques ! Quand les prisonniers du dedans et ceux du dehors détruiront les prisons, devenues sans objet, vos miradors ne seront plus que pelletes de gravats supplémentaires sur les ruines du vieux monde.

(1) Jaunes mais pas téméraires, ils descendent dans le chemin de ronde quand la manif du bâtiment passe sur l'avenue, le jour de la grève générale dans la corporation.



A TOULOUSE,
ILS DIFFUSENT BASTA :

Votre Livre
rue de l'Etoile
et
Saint Sernin le dimanche

Papeterie du Lycée
rue Gambetta

MJC Empalot

Fabrique A. Bernard
rue St Charles

Le Cratère
Gd rue St Michel

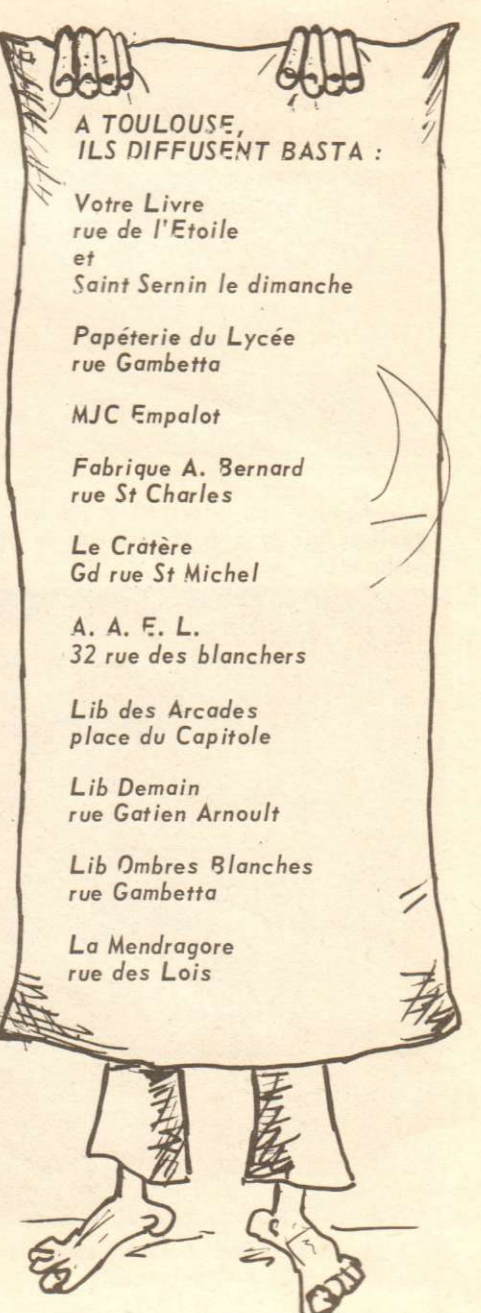
A. A. E. L.
32 rue des blanchers

Lib des Arcades
place du Capitole

Lib Demain
rue Gatien Arnoult

Lib Ombres Blanches
rue Gambetta

La Mendragore
rue des Lois



BASTA TOULOUSE

tiens, v'la de la visite!



Six cars de C.R.S., deux fourgons de flics de ville, le quartier du Fer à Cheval quadrillé de jour comme de nuit, c'est beaucoup pour un chef de parti politique en visite privée post-électorale.

Lecanuet était venu secouer les puces à ses centre-démocrates après les cantonales. Faut dire qu'il est de ces ministres qui marquent leur époque et qu'à ce titre il y a lieu de le préserver des pollutions.

Duettiste célèbre - avec son complice Ponia - grand chanteur de la société libérale avancée et de la peine de mort, ténor irremplaçable du centrisme, ses roucoulares et ses trémolos l'ont rendu célèbre dans le monde entier.

Aussi quand on l'a vu rappliquer ici le 4 avril, malgré le vent d'autan, nous on a pensé : « il manque pas d'air, celui là ». Venir à Toulouse, par les temps qui courent, pavaner sur les réformes dans le journal local, pour un ministre de la justice, c'est pure et simple provocation.

- La justice, à Toulouse, on commence à la connaître :
- 20 ans de taule pour un seul braquage, au point de scandaliser le banquier «victime» du hold-up ...
 - un mort de faim, après un an de grève soigneusement camouflée...
 - les arrestations arbitraires couvertes à posteriori ...
 - les incarcérations sans inculpation...
 - le parti pris des juges sous couvert d'impartialité ...
 - l'amélioration des conditions «énitentiaires» sous forme de miradors ...
 - l'intervention directe du ministère de la justice de l'intérieur et de la justice dans l'instruction de certaines affaires ...
 - le tripatouillage des dossiers des G.A.R.I.
 - les atternolements de l'affaire Agret ...

... Oui, Lecanuet, on la connaît ta justice ! Et si on a bien compris, celle que vous nous préparez ton gros Ponia et toi, ce sera pas meilleur.

Ce sera pas étonnant non plus que ça plaise de moins en moins à ceux qui sont loin d'accepter ton système. Al'rs, bien sûr, on s'attend à ce que tes déplacements ressemblent de plus en plus à ceux des dictateurs d'amérique centrale ou d'Afrique... A quand ta route interdite à la circulation, les G. men autour de ta bagnole, les hélicos au dessus, et les tontons macoutes sur les trottoirs pour t'éviter les rencontres désagréables? Hé, les ministres sociaux, libéraux et tout et tout... il y a un truc qui cloche dans votre business, ça va être de plus en plus dur pour les cameramen de la télé de filmer autre chose que des gueules de flics autour de vous. Va vous falloir organiser des brigades d'acclamation pour qu'on continue à vous croire !...

T'as bien mangé, Lecanuet? Fais gaffe, le cassoulet ça fait péter et au point où ils en sont question nervosité, les james bond de Popo risquent bien de prendre ton pet pour une explosion et alors, gare au carnage !



SOLIDARITE ACTIVE...



Au cours des événements qui se sont déroulés ce mois-ci à Toulouse, un nombre relativement

important d'individus, de groupes et d'organisations, ont participé à plusieurs actions de solidarité ...



En plus des illustrations ci-contre, signalons également :

- Délégation à FR 3 et La Dépêche le 18 mars pour protester contre l'attitude des médias et exiger un droit de réponse (200 à 300 personnes)
- Délégation au commissariat central, le 1er avril au soir, après l'arrestation de B. Réglat pour demander des comptes aux flics.
- Le 8 avril, Soirée Folk à la Fabrique Arnaud Bernard avec Morice Benin, Loïc d'Argy et les Grattons Labeur au profit d'I 34
- le 12 avril, Meeting d'expression Libre et Gala de Solidarité au Palais des sports avec la participation de Sandoval, Jean Michel Colin, Imago, Zéro de conduite et Evariste.



- Bombages sur la prison St Michel au cours d'une manif-éclair le 3 avril (avec prise de parole au mégaphone).



- I 34, c'est reparti ! Des copains ont peint cette fresque sur les panneaux cachant les décombres de l'imprimerie.

Sans compter toutes les collectes, envois de fonds, prises de parole, collages d'affiches, communiqués et autres actions diverses d'amis connus et inconnus

Bon courage, Agrie,
 L'indigne de BASTA.
 Sylvie Porté
 Adresse 3572
 Maison d'arrêt
 14^{ème} rue de la St Michel
 31400 - TOULOUSE
 Toulouse est bien
 vide sans toi!
 P. Baudin
 Michel Bernard Réglat
 193716 col. 217
 Bloc D.
 Maison d'arrêt de la doune
 45 rue de la santé
 75014 PARIS

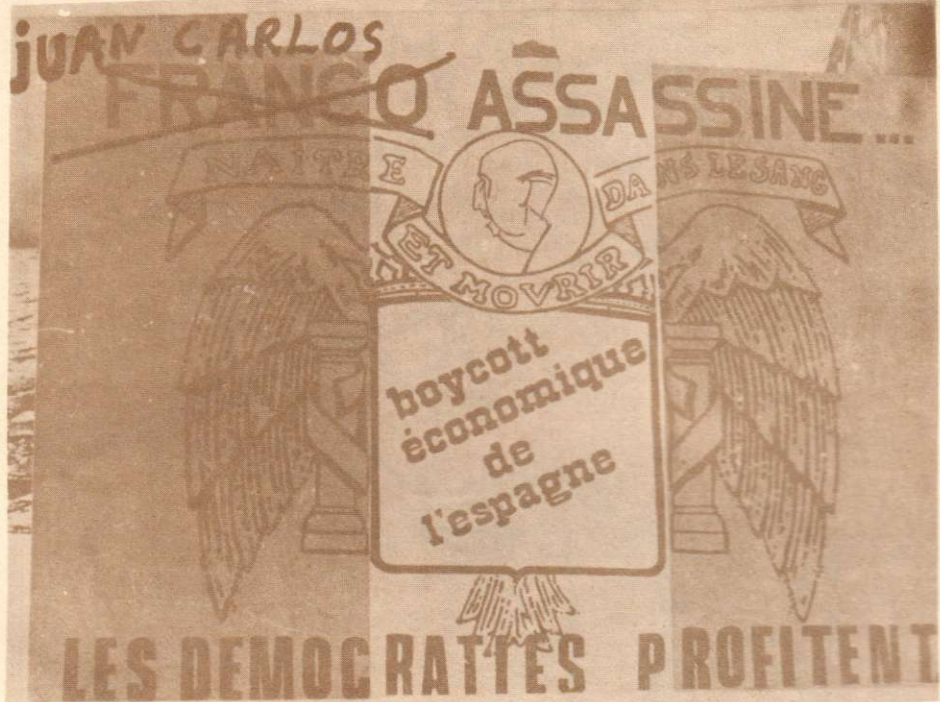
- Interventions théâtrales le 5 avril au marché aux Pucés, à St Sernin



- Le 7 avril, Action spectaculaire sur les statues de la ville

Suite à la coupe faite à l'imprimerie, je vous
 vous proposer mes services (je suis magon) si cela est nécessaire.
 En ce qui me concerne, il m'est impossible d'avoir un poste financier efficace
 car avec de peu on me joggery, les copains et moi sommes déjà engagés
 dans une course quatuorlette pour éponger les trous financiers de nos activités.
 Dans tout ce flou je suis sûr si cela est nécessaire pour les travaux, je suis
 prêt à me déplacer et à rester autant qu'il le faudra pour remettre en
 route l'imprimerie.
 Au cas, vous auriez des impudic de Bastia, vous pouvez m'en faire parvenir
 je les écoulerais ici, ça fera toujours une contre financière.

ESPAÑA ES DIFERENTE!



Le lundi 5 avril, 31 détenus politiques s'évadaient de la prison de Ségovie. Le lendemain soir, 22 d'entre eux étaient déjà repris après "d'importantes fusillades". Les chiffres varient avec les journaux, de même la répartition politique des évadés, (29 de l'ETA, 1 du FRAP, 1 du PSUC pour le « Monde ») ce qui ne les empêche pas de déclarer plus loin qu'Oriol Solé Sugranyes, compagnon de Puig Antich, était tué au cours de la fusillade et Pons Llobet, autre militant du MIL, capturé par les flics. Les affrontements auraient eu lieu à quelques centaines de mètres de la frontière, ce qui semble indiquer que les pauvres évadés n'ont vraiment pas eu de chance: échouer si près du but! (1)

En fait ce dont les journaux ne parlent pas, c'est du spectaculaire déploiement de forces DU COTE FRANCAIS de la frontière, qui a empêché tout passage et donc toute possibilité de salut pour les pourchassés, les acculant à se retourner contre les flics espagnols avec le résultat que l'on sait.

La presse unanime, celle qui a fait tant de battage autour de la violence quand il s'agissait des prises d'otages, de hold-ups ou de manifestations, n'a pas eu un mot pour s'indigner quand des hommes évadés et pourchassés étaient tués comme des lapins, quand un de nos camarades était froidement assassiné à « quelques centaines de mètres » d'une frontière soigneusement bouclée par les homologues de la police franquiste (au Juan-carliste, on ne sait plus comment il faut dire).

Une fois de plus les flics de notre belle Europe ont agi de concert « la mano en la mano ». Une fois de plus, la grande presse a montré son véritable rôle. Mais si ça continue à nous indigner, il y a longtemps que ça ne nous étonne plus. Pas plus que le silence des organisations de « gauche » qui avaient pourtant là un bon motif de mobilisation. Le thème de l'Amnistie était bien à la mode il n'y a pas si longtemps? Un politique qui s'évade deviendrait-il soudain un gibier tout juste bon à abattre?

Tous ceux qui comme Camacho ou Carillo nous ont rabattu les oreilles avec la prétendue « démocratisation » du régime et autres « processus évolutifs », vont-ils nous faire croire que quelque chose a changé en Espagne?

(1) Un militant basque MANUEL ISASI ITURRIOZ blessé lors des affrontements est décédé depuis.

Comme correspondante à Toulouse des groupes Vérité pour le soutien aux inculpés de l'ex-MIL à Barcelone, j'ai été moi-même perquisitionnée alors que la police recherchait les membres des GARI. Je rappelle en effet que, de notoriété publique, les inculpés des GARI font partie des groupes qui se sont développés pendant le procès du MIL à Barcelone, et après l'exécution de Salvador Puig Antich. Au même procès, il y a 2 ans, un autre membre de l'ex-MIL, José Luis Pons Llobet, âgé de 18 ans, a été condamné à 51 ans de prison. Six mois plus tard, leur camarade et mon ami Oriol Solé Sugranyes était condamné à 51 ans de prison. C'est lui qui, évadé de la prison de Segovia, avec 30 autres politiques, vient d'être abattu à la frontière française. José Luis Pons Llobet évadé avec lui, a été repris de même que 25 autres dont un grièvement blessé.

Je rappelle d'abord l'existence et la situation critique de ces politiques de tendances diverses qui viennent d'être repris après leur évasion.

Je rappelle l'existence des prisonniers libertaires dits de la « Olla », parmi lesquels un frère d'Oriol Solé, condamné il y a 6 mois à plus de 40 ans.

Je rappelle l'existence d'autres détenus politiques de tendances semblables en Espagne, notamment ceux qui ont essayé à Madrid de tenir une conférence de presse au nom des GARI en mai 74.

Cela veut dire que l'affaire des GARI est en fait une affaire franco-espagnole et que ceux, quelles que soient leur opinion et leur action personnelle, qui se portent solidaires des emprisonnés d'un côté de la frontière, sont automatiquement solidaires des emprisonnés de l'autre côté; que le procès des libertaires des GARI est en fait un procès politique, comme l'a été le procès de Puig Antich, d'Oriol Solé et de leurs camarades. Les membres des GARI, pas plus que ceux du MIL, n'ont voulu jouer sur les réflexes conditionnés que déclenchaient trop facilement les mots déjà vieux de Franco et de franquisme. Mais c'est bien à partir de la situation espagnole et en fonction de l'oppression et de la répression en Espagne qu'ils ont clairement pris parti par leur action et leurs textes. Ils y ont spécifié que leur lutte était internationale, comme la répression dont ils sont l'objet, et qu'elle passait par la dénonciation des mêmes faits hors d'Espagne, et notamment en France.

Il est bien évident que notre solidarité doit passer par ce chemin, sans admettre de frontières, ainsi que par la dénonciation de la solidarité entre les régimes français et espagnols.

de Valencia...

Quelques précisions sur 3 arrestations effectuées à Valence.

Le 5 mars dernier est apparue dans la presse la nouvelle de l'arrestation de 3 jeunes libertaires par la Garde civile: Emilio Priego Garcia, Javier Serrano et Juan Ruiz.

Il n'est plus besoin de démontrer que n'importe quelle nouvelle dans la presse bourgeoise est tendancieuse, mais celle que nous allons commenter l'est spécialement.

Dans les pauvres méninges des larbins du Capital il n'y a pas de possibilité d'existence de révolutionnaires autonomes ou indépendants c'est à dire qui ne reçoivent pas des slogans ou ne soient pas financés par des « chefs » ou depuis l'étranger. C'est ainsi qu'ils parlent d'une « organisation libertaire » recevant soit-disant des slogans du « Front Libertaire de Toulouse » (« armes », « argent », etc... du Mouvement Libertaire. Il leur est aussi impossible de comprendre que pour les compagnons arrêtés il n'y avait ni chef, ni subordonné et que leur union est spontanée et totalement consciente. C'est pour cela qu'ils essayent de faire admettre que l'un d'entre eux a essayé « d'entraîner les autres », qu'ils inventent une organisation fantôme « la Fédération Iberique des Jeunes Libertaires », en contact avec eux, essayant de faire croire à une Maffia new-yorkaise, pour justifier leur sinistre activité de bourreaux.

D'autre part, il s'agit de les faire passer comme « droits communs » pour essayer d'empêcher la moindre sympathie de la part de la population; favorisant leur rejet, en leur faisant endosser tout un tas de faits qu'ils n'ont jamais commis si ce n'est dans l'imbécile imagination des Guardia Civils.

Ce que la presse ne veut pas dire, c'est que pendant 10 jours, ces camarades ont été soumis à des tortures systématiques; La brigade anti-anarchiste créée en 1970 à partir des activités du MIL, s'est déplacée pour l'interrogatoire. Ils ont essayé d'assassiner un des trois en voulant lui appliquer la loi de fuites parce qu'ils s'était refusé à donner les noms de ses camarades. L'un d'entre eux continue à avoir des perturbations à l'appareil respiratoire dues aux coups reçus

dans le cas (naturellement le toubib de la prison certifie que ses blessures sont le fait « d'une chute dans les escaliers de la prison » (!!) ...

Ces faits sont significatifs du silence volontaire de la presse française quant à la continuation d'une répression très dure en Espagne; silence leur servant à faire croire à un changement qui n'a jamais existé...

Quant à nous, nous tenons à dénoncer ces agissements et à diffuser tous les textes des libertaires qui continuent à se battre en Espagne.

LE CACHOT MÉCANIQUE OU POUR CHAQUE COUP DE POING QUE LES FLICS NOUS FILENT NOUS LEUR CASSE-RONS MILLE PAVES DANS LA GUEULE.

Trois copains, anti-capitalistes, anti-autoritaires et anti-bureaucrates se trouvent en prison depuis dix jours. Ils ont été arrêtés par la garde civile et torturés pendant 19 jours. On leur a pris des armes, appareil d'agitation et des textes de critique à la société marchande.

Ce fait aussi tragique que banal (dans le sens qu'il est inscrit dans la perspective de risques à courir quand on mène réellement une critique radicale à la société de classe) et les circonstances qui l'ont accompagné ont mis d'une façon manifeste une fois de plus, dans la rue, les deux faces de la monnaie du système marchand.

D'une part son incapacité à récupérer une pratique radicale dirigée vers le sabotage et l'extermination de ses organes de pouvoir (traitée par l'idéologie bourgeoise de « terrorisme anarchiste »), et en conséquence prétend l'éliminer physiquement; tortures, beaucoup d'années de prison, assassinats... (Dans le cas présent, ils ont essayé d'assassiner par la méthode classique de la « balade », un de nos camarades). Etant donné que la pratique subversive des détenus annonçait déjà, telle comme elle a été réalisée par les « incontrôlés » de Victoria et de Paris d'une façon visible la fin qui est réservée à la marchandise, l'Université, les usines et la rue: sa totale liquidation, son dépassement ludique et l'aménagement du temps dans une fête dionnisiaque permanente.

D'autre part, la pseudo « opposition » (l'autre face de la même monnaie) a démontré une fois de plus, ce que nous savions déjà: que tous les partis et organisations de la gauche, sont placés dans l'unique perspective de réformer le système, ils essayent de boycotter misérablement toute tentative de transformer qualitativement les conditions d'existence, tout essai de critique effective de la vie quotidienne et les relations marchandes qui la dominent. C'est évident: ils risquent leur peau!!

Ceci s'est concrétisé dans le cas présent, dans l'attitude claire des bureaucrates devant ces arrestations et leurs postérieures détentions, donner de fausses nouvelles, tentatives de dénaturer leurs actions, essais de justifier idéologiquement leur dépassement théorique-pratique avec des arguments « anti-terroristes » dignes des discours de Fraga. C'est logique, ces gens-là sont incapables de faire autre chose.

N'importe quel moyen d'auto-défense est légitime face à l'agression terroriste du système, il est clair pour nous que l'arme du prolétariat n'est pas la violence individualiste ou conspirative sinon une violence générale de classe. La grève active et auto-gestionnaire est le moyen et la fin de cette violence historique, franche et solidaire!!

De la même façon la presse « progressiste » qui s'occupe beaucoup dernièrement de détentions politiques (procès 1001, la chute de dix de Alacuas, des 8 de PTT de Madrid ou le procès des militaires démocrates) elle ne leur a pas dédié une seule ligne. De toutes façons on n'a pas besoin de cela - étant donné qu'ils sont des spécialistes de la récupération - sur la détention et les tortures de nos camarades.

TOUS CEUX QUI PARLENT DE SOLIDARITE REVOLUTIONNAIRE SANS CRITIQUER RAGEUSEMENT LEUR VIE QUOTIDIENNE SANS FAIRE UN PAS EN AVANT DANS LA CONQUETE DE LEURS VIES, SONT EN TRAIN DE JETER DE LA MERDE PAR LEURS GUEULES ET EN CONSQUENCE, SERONT TRAINES PAR LES ENRAGES DU MONDE ENTIER AUX POUVELLES DE L'HISTOIRE.

NOUS VOULONS LE MONDE ET NOUS LE VOULONS MAINTENANT!! VIVE LA REVOLUTION MONDIALE!!

traduction d'un tract diffusé en Espagne

Une nouvelle fois la collaboration entre les polices française et espagnole éclate au grand jour et un militant antifranquiste, Pedro José Astudillo, déjà emprisonné et torturé dans les geôles de Franco, en fait les frais.

« Pris sur le fait », lors d'un vol organisé par un homme de main de l'ambassade d'Espagne à Paris, il est condamné à 18 mois fermes et d'expulsion, une fois la peine purgée. Bien sûr, le régime espagnol s'est empressé de demander son extradition pour 2 hold-ups qu'il n'a jamais commis.

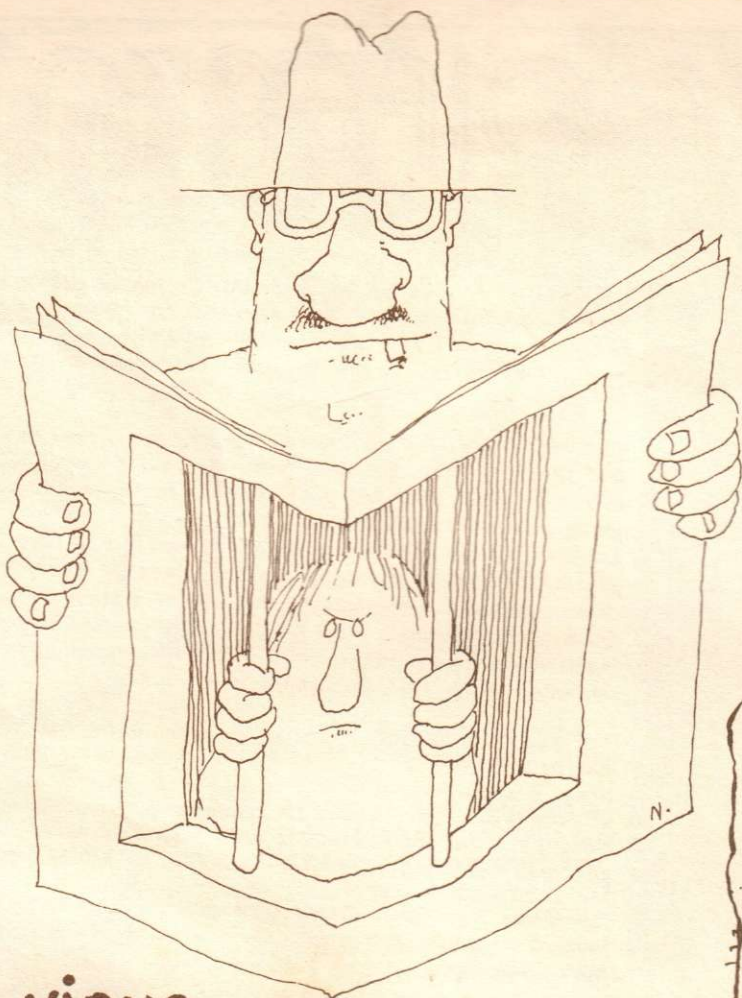
Grâce au soutien organisé autour de son cas, le régime français a été contraint de refuser son extradition. Mais Astudillo voulant rester en France (puisque sa famille y réside), le régime giscardien, toujours le cul entre deux chaises, ne le désirant en aucune façon, n'a pas trouvé de meilleure solution que de le garder en taule alors qu'il a fini de purger sa peine.

Comme le dit Astudillo:

« La police fasciste espagnole et la police « démocratique » française sont intimement liées par un même intérêt: la chasse aux révolutionnaires ».



ILS NOUS LES BROUENT



ENFIN RÉVÉLÉ ici :
POURQUOI
LA BALANCE
DE LA JUSTICE
PENCHE TOUJOURS
DU MÊME COTÉ...



UN NOUVEAU VIRUS
PIRE QUE LA RAGE:



LA GRANDE PRESSE
VOUS MENT!



LA JUSTICE
EST UNE
TÂCHE
FACILE...



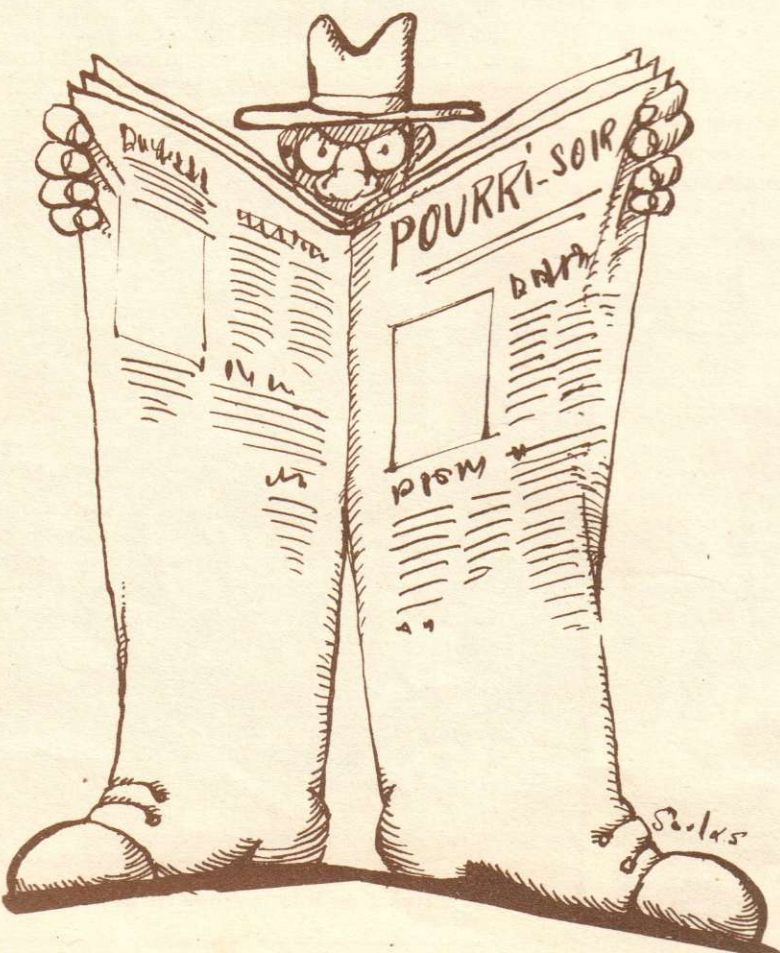
QUELLE
DIFFÉRENCE
ENTRE UN FLIC
ET UN
JOURNALISTE?

RIEN
QU'UN
MORCEAU
DE KÉPI



COMMENT LA RECONNAÎTRE?

- C'EST FACILE : LA PRESSE
POURRIE A DES GODILLOTS
DE FLIC.



Moi,
L'ANARCHISME,
C'EST MON CRÉNEAU!



la mort, la presse... ...et la prison.



Ce tract, Robert Touati et d'autres camarades le distribuaient il y a quelque temps. Ils ne l'avaient pas écrit mais ils étaient d'accord, comme nous, avec ce qu'il dit, l'avaient réimprimé et distribué...

Dans la nuit du 8 au 9 mars, Robert et un camarade espagnol, Diego, ont été tués par un engin explosif sur le campus de Rangueil à Toulouse, près de la CRS 27 où Ponia devait venir pour l'enterrement d'un CRS.

Nous savons comment la Police a utilisé cet événement pour justifier une vague de répression sur le mouvement libertaire et dans quelles circonstances perquisitions et interpellations se sont multipliées à Toulouse, Paris et ailleurs. La Presse a soutenu la Police dans sa chasse anti-libertaire, déployant un zèle macabre à brandir leurs cadavres pour vendre ses torchons.

Mais ce qu'il nous semble important de souligner ici, c'est comment dans son ensemble elle aide le pouvoir à dénaturer, falsifier, avilir, en un mot tuer une autre fois ces deux copains. Utilisant la pratique de l'amalgame, liant Robert et Diégo simultanément aux GARI et aux viculteurs, reprenant les élucubrations du ministère de l'Intérieur quant à leur appartenance à des comités fantômes, mettant dans un même panier «Confrontation Anarchiste», Puig Antich et Carlos. Tout cela à grand renfort d'épithètes propres à apeurer le quidam.

Oui, messieurs les journalistes, vous avez bien fait votre boulot.

La première réaction c'est de penser : "mais ils se trompent, c'est pas ça, ils sont mal informés!". Mais non. La réalité, c'est qu'ils sont bien, très bien informés (1). ILS SAVENT. Mais leur rôle n'est pas de répercuter cette information, il est de détruire ce que elle peut véhiculer de révolte vraie.

(1) En fonction de leurs informateurs... Il n'est pas étonnant, étant donné les opinions manifestées par les flics de Toulouse, que Minute ait publié la véritable identité de Diego 4 jours avant le journal local «La Dédèche» et 11 jours avant «Le Monde». Echange de bons procédés...

Nous n'avons pas l'intention ni les moyens de brandir l'étendard de l'objectivité, mais il est des réalités visibles que la grande presse a pertinemment falsifiées. Les journalistes, jouant sur le sensationnel spectaculaire, ont livré aux foules, dans cette affaire, un monceau de mensonges et d'exagérations criminelles.

- Ainsi, le «cratère» creusé par la bombe oscille selon les journaux entre 1 et 2 m de profondeur. (en réalité 14 cm de moyenne, 20 cm au point le plus profond).
- La «Base Anarchiste de Jolimont» : un dortoir, un atelier de fabrication de bombes, une salle de réunion, un laboratoire. (renseignements pris : trois chambres avec quelques matelas posés par terre, des guitares, une chaîne stéréo, un apprentis pour bricoler les mobylettes ou la bagnole, le tout ayant l'aspect mi-bordélique mi-fauché de toutes les baraques collectives.)
- La médaille de la saloperie revient (qui s'en serait douté ?) à Minute, qui, partant du fait que Robert était né au Maroc, en a conclu que le commando avait été formé et entraîné en Algérie par Boumédiène et le Front Polisario. C'est si énorme que s'ils n'étaient pas morts on en rirait encore !

VOUS AVEZ VU LE PAIN A AUGMENTE !

- Qui, bien sûr... mais le crime du petit Philippe, quelle honte! Ce salaud, on devrait le tuer sur l'heure.
- Des crimes comme ça, y en a tous les jours. On tue des vieux, des femmes, des enfants. C'est pas la première fois que ça arrive. Y a quelque chose qui cloche dans cette indignation populaire.
Moi, je ne comprends pas qu'il n'y ait pas eu un soulèvement général pour protester contre l'augmentation du prix du pain, du gaz, de l'électricité, des pommes de terre... C'est devenu une habitude ou quoi la hausse des prix? On accepte? C'est normal?
- Ah! ... je ne dis pas qu'il faut rien faire, mais qu'est-ce que tu veux que j'y fasse? J'y peux rien moi. C'est en haut que ça se passe. Nous, tu sais, on est pas grand chose.
- Et pour le petit Philippe, tu y peux quelque chose? Tu crois que ça va le ressusciter si on le tue ce type ?

Tuer! Tuer! A MORT! Voilà ce qu'ils disent les Ponia, les défenseurs de l'ordre, et avec eux pas mal de gens bien ordinaires, des travailleurs, des gens du peuple. C'est bizarre cette union dans le sang!!!

- Mais quand même, tuer un enfant, un innocent. C'est inadmissible. Qu'on soit de gauche ou de droite, on peut pas laisser faire ça. Si on ne fait pas un exemple, ça s'arrêtera pas. On finira par ne plus pouvoir vivre en société!
- En société... Mais quelle société tu défends nom de dieu! Tu veux tuer ce type pour défendre LA SOCIETE ?

TA SOCIETE JE L'EMMERDE MOI !!!

TA SOCIETE, elle tue, dans les usines, les chantiers, les mines, CINQ MORTS par jour, rien que dans le bâtiment! Un paysan tué par un flic dans une manifestation à Epinal.

TA SOCIETE, elle permet l'exploitation des travailleurs 8 ou 9 heures par jour!

ET DES ENFANTS, parlons-en : UNE FILLETTE étranglée par une camisolle de force dans un institut reconnu par l'état ; DEUX ENFANTS morts de FROID dans un bidonville...

TA SOCIETE, elle apprend aux enfants à être «le plus fort», le «meilleur», à dominer les autres, dès le plus jeune âge, par un système de compétition dégueulasse. Les «faibles» doivent se soumettre, respecter et travailler pour les plus «intelligents».

TA SOCIETE, elle fout un uniforme à des jeunes de 18 ans, leur apprend à marcher au pas, au doigt et à l'oeil, leur apprend à tuer ou à se faire tuer pour le compte de l'ETAT et du CAPITAL. Bien sûr, on les baratine, on leur dit que c'est pour la patrie, la nation, la France ou je ne sais plus quelle salade... De toute façon, il faut qu'ils se sacrifient!

MAIS... sous le sahara espagnol, il y a du phosphate ! sous le sol de l'Angola, il y a des mines d'or, de diamants, d'uranium! Les USA, l'URSS, la France, la Chine, tous les états organisent la tuerie pour le compte des capitalistes qui vendent des armes, les contrats de reconstruction, d'exploitation minière...

TA SOCIETE, elle FABRIQUE des types comme Patrick Henri!

C'est pas lui qu'il faut tuer, mais bien TA SOCIETE qu'il faut détruire. Pour que justement il n'y ait plus de meurtre, des assassinats, de l'exploitation, de l'oppression!!!

Mais alors, ça veut dire quoi cet appel au meurtre collectif jailli de partout? Faudrait peut-être s'interroger? Se poser des questions ?

Nous sommes devenus des machines à bouffer. Pas seulement des frites! On bouffe de tout! de la bagnole, de la télé, du frigo, des vacances au mois d'août, du déodorant, du soutien-gorge à pile, de la crème à raser, de la vitesse, du béton, des sensations fortes, du cul...

On vit dans une société qui progresse... qui invente... qui planifie... qui codifie... qui divise... qui explique... scientifiquement... qui crée nos besoins... nos pensées mêmes...

Et...Si...Vous ne respectez pas la norme?...Alors là!...Pan... on vous abat, comme un chien...comme Patrick Henri.

Je ne suis pas d'accord avec le meurtre, avec aucun meurtre. L'affaire Patrick Henri n'est qu'un miroir dans lequel cette société s'est reconnue!

CETTE SOCIETE A PRIS SOUDAINEMENT PEUR DE SA PROPRE REALITE A TRAVERS UN DE SES PRODUITS. TOUTE SOCIETE A LES CRIMINELS QU'ELLE MERITE!!!

CETTE SOCIETE EST DEBILE ET VIOLENTE!!

Ceux qui cherchent des "coupables" et en appellent au meurtre sous prétexte que cela servira d'exemple ne font que sacrifier sur l'autel de cette société une "victime" en espérant conjurer le mauvais sort. En espérant que cela calmera les esprits (ou l'Esprit). Cela me rappelle un peu trop les pratiques des "sauvages" ! Oui cette société est malade...Qu'elle crève !

Il faut faire attention, on est en train de nous manipuler! Et ça marche !

Ceux qui réclament du sang, dans les bistros, dans la rue, à la radio, à la télé, dans les journaux, sentent bien que rien ne va plus...

Que beaucoup de gens commencent à en avoir ras-le-bol de survivre comme des imbéciles, ras-le-bol du «métro-boulot-dodo» !

Ils savent que ces gens sont de plus en plus nombreux, qu'ils deviennent dangereux. Dangereux pour eux, bien entendu.

Alors il faut bien comprendre qu'à travers l'«ami public n°1» qu'on nous a fabriqué, c'est tout ce qui gêne les exploités qui s'est cristallisé : le truand, le criminel, le terroriste, le gauchiste, le marginal, l'anarchiste...

L'affaire Patrick Henri marque un tournant dans la politique de répression de l'état et du capital.

Ils recherchent notre complicité dans le crime qui se prépare contre Patrick Henri pour mieux nous faire admettre la répression qui se prépare contre ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression.

Ils ont déjà commencé à nous classer, à nous fichier. Chaque fois qu'ils le peuvent, ils répriment : les grèves, les manifestations, les insoumis, les militants politiques et syndicaux, les soldats, les écologistes

ACCEPTER QU'ON TUE PATRICK HENRI, C'EST ACCEPTER DE DEFENDRE CETTE SOCIETE !!!!!!!

Après la découverte des corps de Robert et Diégo, après le ridicule des interpellations du 11 mars, la Police encouragée par Ponia et appuyée par la presse, n'a pas lésiné pour trouver des coupables. Le complot juridique et policier commençait.

C'est ainsi que Sylvie Porté a été arrêtée le samedi 13 mars à Paris. Sylvie était la compagne de Robert. Elle avait participé avec lui, 8 mois auparavant, à un collage d'affiches au cours duquel ils avaient été contrôlés par la police. C'était la coupable toute désignée.

«Arrêtée à plus de 200 km du juge qui la réclame, elle est présentée au Parquet et séquestrée à Fleury Mérogis en attendant pendant 8 jours d'être transférée «aux bons soins de la gendarmerie», sans qu'aucune inculpation ne lui ait été notifiée. Ce n'est que le 22 mars, soit 9 jours après son arrestation (où sont les 48 h de garde à vue réglementaires des lois bourgeoises ?) que Sylvie sera présentée au juge Bensoussan à Toulouse (1). Pour justifier cette procédure, Sylvie a été inculpée de complicité dans la détention et le transport de substances explosibles, sans aucune preuve matérielle (2).

PARCE QU'ELLE EST LIBERTAIRE,

PARCE QUE COMME NOUS ELLE REFUSE L'OPPRESSION QUOTIDIENNE,

SYLVIE croupit depuis un mois et demie en prison !

Une demande de liberté provisoire a été déposée. Elle a été refusée par le juge qui là aussi a des «impressions» et la détention de Sylvie étant «nécessaire» pour la recherche de la ... vérité sur la mort des deux copains (?).

Sylvie ne demande pas qu'on pleure sur son sort, mais

qu'on manifeste activement notre solidarité,

Ecrivez-lui, ainsi qu'au juge Bensoussan, pour réclamer sa libération immédiate.

Sylvie PORTE Matricule 2572 Prison St Michel 31400 TOULOUSE	Juge BENSOUSSAN Palais de Justice 31400 TOULOUSE
--	--



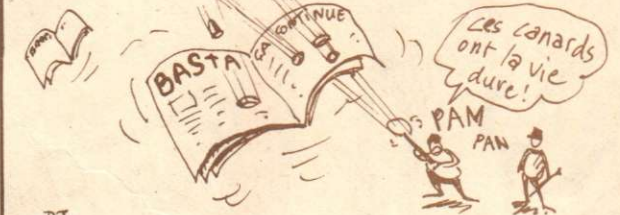
(1) Celui-ci partant en vacances, Sylvie restera 8 jours sans pouvoir contacter son deuxième avocat, la lettre de saisie restant «coincée» en attendant le retour du juge pour la délivrance du permis de visite.

(2) Seul embryon de preuve, une paire de gants trouvée sur les lieux, s'est avérée être plus grande de deux pointures que les mains de Sylvie.

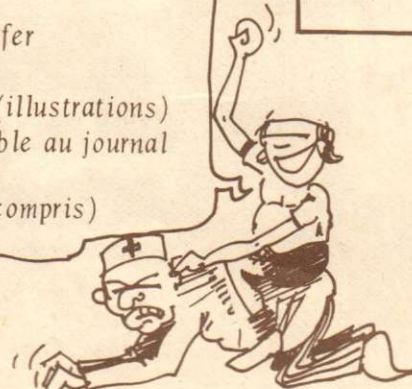
Chers amis,

nous vous remercions de votre solidarité, en ces temps de difficultés dues à une cascade de machinations juridico-policieres de toutes sortes, et au plasticage de l'imprimerie avec laquelle nous travaillons. Bien que rien encore ne soit résolu (ni le problème policier, ni le problème financier) nous continuons BASTA avec une détermination constante, sachant que vous comprendrez l'importance que revêt pour nous (et tous ceux qui sont concernés) sa diffusion. En voilà donc le numéro TROIS, espérant que nous aurons de vos nouvelles

L'équipe de BASTA



Le livre :
« Q.I. = 0
ou
L'alibi des garde-fous »
de :
B. Reglat
M.T. Taillefer
C. Lagan
G. Rivière (illustrations)
est disponible au journal
au prix de :
15 F (port compris)



BASTA : Edition Française
Directeur de Publication :
CHRISTIAN MARTRE
Correspondance : BASTA B.P. 105
Cédex 31013 TOULOUSE
Imprimerie 34, rue des Blanchers
Abonnement : 10 n° = 10 F
CCP : 3 394 34 S Toulouse